

Algérie française : les retours du refoulé

[Source : <https://www.mediapart.fr/journal/dossier/france/algerie-francaise-les-retours-du-refoule>]

Inauguration de stèles et mémoriaux en tout genre, réhabilitation de l'OAS... depuis quelques années les manifestations en mémoire de l'Algérie française se multiplient sur le littoral méditerranéen. Mais pourquoi les édiles du sud-est, de gauche comme de droite, sont-ils aussi attentifs aux revendications des associations de rapatriés les plus nostalgiques de l'Algérie française ? L'accession manquée - du seul fait du retrait de la liste de gauche - du Front national à la tête de la région PACA a donné envie à Mediapart de plonger dans les traces de cette mémoire à laquelle donne lieu la guerre d'Algérie, encore et toujours au cœur de l'inconscient politique national.

I] La lente et insidieuse réhabilitation de l'OAS

28 décembre 2015 - par [Nicolas Chevassus-au-Louis](#)

<https://www.mediapart.fr/journal/france/281215/la-lente-et-insidieuse-rehabilitation-de-loas>

La réhabilitation a commencé à pas feutrés, dans les cimetières. Mais désormais, les noms des chefs de l'OAS, auteurs de crimes en Algérie et en métropole, trônent dans les centres-villes du littoral méditerranéen. Pourquoi les responsables politiques (de gauche comme de droite) du Sud-Est sont-ils aussi attentifs aux revendications des associations de rapatriés les plus nostalgiques de l'Algérie française ? Mediapart explore les manifestations de plus en plus prégnantes de ce retour de la guerre d'Algérie, au cœur de l'inconscient politique national.

Le 1^{er} mai 2014, le maire de Nice Christian Estrosi participait à [l'inauguration du mémorial de Notre-Dame d'Afrique](#) à Théoule-sur-Mer (Alpes-Maritimes), dédié à la mémoire de l'Algérie française. Pourtant, ce mémorial était là depuis plus d'une décennie et donnait lieu chaque 1^{er} mai à des [pèlerinages](#). Et chaque 1^{er} novembre à des hommages au drapeau, qui ne visaient en rien à [célébrer l'anniversaire](#) du début de l'insurrection algérienne. Qu'allait donc faire l'ancien ministre, et actuel président de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, dans cette fausse inauguration ? Courtiser l'électorat pied-noir, présumé si influent sur le littoral méditerranéen, certes. Mais pourquoi les édiles (de gauche comme de droite) du Sud-Est sont-ils aussi attentifs aux revendications des associations de rapatriés les plus nostalgiques de l'Algérie française ? L'accession manquée – du seul fait du retrait de la liste de gauche – du Front national à la tête de la région PACA a donné envie à Mediapart d'aller explorer les manifestations de plus en plus prégnantes de cette “nostalgérie” sur le littoral méditerranéen. Et de plonger dans les conflits de mémoire auxquels donne lieu la guerre d'Algérie, encore et toujours au cœur de l'inconscient politique national. Enquête en cinq volets.

Face à la mer, le mémorial de Notre-Dame d'Afrique de Théoule-sur-Mer (Alpes-Maritimes), dédié à « *tous ceux qui avaient fait de l'Algérie un grand et magnifique pays* », ne manque pas d'allure, avec sa statue de la Vierge de douze mètres de haut se dressant parmi les chênes verts du massif de l'Estérel. Il est difficile, à parcourir les innombrables plaques portant les noms d'anciens Français d'Algérie, de ne pas penser avec émotion au traumatisme que fut pour eux l'exil de leur pays natal, qui les plongeait dans cette "nostalgérie" d'un pays perdu.

Mais tout aussi difficile de ne pas voir, dans ce mémorial, un hommage à l'Organisation armée secrète (OAS), groupe terroriste fondé en 1961 pour défendre l'Algérie française dont les attentats restent à ce jour les plus sanglants de l'histoire de France. Le mémorial à Notre-Dame d'Afrique a été édifié à partir de 1990 à l'initiative de Joseph Ortiz, cafetier de Bab-el-Oued, ancien dirigeant de l'OAS, puis inauguré en 2002 par le colonel Charles Lacheroy, autre dirigeant de l'OAS connu pour sa théorisation de l'usage de la torture sous le nom de « guerre révolutionnaire ». Tous deux ont été condamnés à mort par contumace en 1962, puis amnistiés en 1968. Les hommages du mémorial de Notre-Dame d'Afrique à l'OAS ne s'arrêtent pas là. L'Association amicale pour la défense des intérêts moraux et matériels des anciens détenus et exilés politiques de l'Algérie française ([Adimad](#)) a déposé sur le mémorial son sigle au-dessus d'une centaine de plaques portant les noms de militants de l'OAS tués en activité. Et d'autres plaques en mémoire des quatre membres de l'OAS fusillés en 1962 et 1963 : Jean Bastien-Thiry, organisateur de l'attentat du Petit-Clamart contre de Gaulle ; Roger Degueudre, chef des commandos delta, responsables de plusieurs dizaines d'assassinats d'Algériens et de Français d'Algérie présumés partisans de l'indépendance ; Albert Dovecar et Claude Piegts, auteurs de l'assassinat du commissaire central de la police d'Alger, Roger Gavoury.



Sur le muret du mémorial de Notre-Dame d'Afrique de Théoule. © NcaL /MP

C'est à ce mémorial que Christian Estrosi, maire de Nice, se rendit solennellement en compagnie de nombreux élus locaux, le 1er mai 2014. Celui qui se revendique gaulliste, et avait inauguré trois ans plus tôt dans sa ville une statue de l'homme du 18 juin en 2011, rendit donc hommage à une organisation ayant à maintes reprises tenté d'assassiner le général de Gaulle, entre autres crimes. En annexe de son récent livre *Nostalgie. L'interminable histoire de l'OAS* (La Découverte, 2015), l'historien Alain Ruscio cite la liste des actions attribuées à l'OAS arrêtée au 19 avril 1962 (le déchaînement de violence n'a fait ensuite que s'accroître, pour atteindre son paroxysme en Algérie à la fin du printemps 1962) : 15.355 attentats, ayant fait 1.622 morts et 5.048 blessés. L'OAS, on l'oublie souvent, ce fut donc un millier de Bataclan et de 13-Novembre mensuels, durant plus de 18 mois, en Algérie comme en métropole.

Christian Estrosi n'est pas le seul dirigeant politique à honorer de sa présence des lieux célébrant la mémoire de l'OAS. On retrouve les quatre noms des fusillés de l'organisation sur le monument inauguré par Maryse Joissains-Massini, maire (LR) d'Aix-en-Provence devant la maison du maréchal Juin le 7 juin 2013... lequel n'est autre que la réplique d'un monument installé depuis 2003 dans le cimetière du Haut-Vernet à Perpignan, entouré pour ce dernier de la centaine de noms de membres de l'OAS tués.

La liste des hommages publics à l'OAS ne s'arrête pas là. Ils sont à vrai dire légion sur le littoral méditerranéen. Henri Pouillot, ancien appelé en Algérie, en tient [une liste sur son site](#).

De la discrétion des cimetières à l'ostentation des centres-villes

Certains, comme aux cimetières de Valras ou de Pérols (Hérault), se contentent de rendre hommage à ceux qui sont morts pour l'Algérie française. Ici, une stèle est érigée à la mémoire des « *milliers de victimes des actes de barbarie commis par les ennemis de la France au Maroc, Algérie et Tunisie* », mais aussi « *aux fusillés de l'Algérie française* ».

D'autres nomment les quatre fusillés de l'OAS, le monument du cimetière de Béziers allant jusqu'à reproduire leurs portraits.

D'autres encore sont implantés dans des lieux éminemment symboliques : à Hyères (Var), la plaque rendant hommage à ceux « *tombés pour que vive la France en Algérie* » est installée dans le carré géré par Le Souvenir français, association ayant pour vocation d'entretenir les sépultures « *de tous ceux qui, combattants de la liberté et du droit, sont morts pour la France* ». Il est vrai que le président de l'Adimad, Jean-François Collin, lui-même ancien activiste de l'OAS, a été conseiller municipal de la commune.

Les hommages à l'OAS se trouvent aussi dans les noms de rue. Le service des adresses de la Poste recense cinq voiries portant le nom de Raoul Salan, chef de l'OAS, un des quatre généraux putschistes de 1961, condamné à la prison à perpétuité puis amnistié en 1968 ; deux portant celui de son adjoint Edmond Jouhaud, condamné à mort en 1962, gracié puis amnistié ; et surtout 29 portant le nom du bachagha Saïd Boualem, principal notable algérien

au service de l'armée française, qui soutint lui aussi l'OAS dans ses tentatives d'implanter un maquis. Le littoral méditerranéen, de Perpignan à Nice, concentre les trois quarts de ces noms de voirie emblématiques de l'OAS. Précisément là où les rapatriés d'Algérie s'établirent massivement après 1962, jusqu'à constituer au recensement de 1968 (le seul qui établit des statistiques sur la question) 6 à 8 % de la population des Bouches-du-Rhône, des Alpes-Maritimes, du Var ou de l'Hérault.



Localisation, selon le service des adresses de la poste, des voiries portant le nom de Raoul Salan (en brun), Edmond Jouhaud (en violet) et bachagha Boualem (en vert). © NcaL /MP

Ces hommages publics à l'OAS s'insèrent dans une longue histoire, qui vaut la peine d'être retracée. Elle débute lorsque le général Jouhaud, tout juste sorti de prison, prend la présidence du "Comité français pour l'édification d'une stèle de l'empire français et des rapatriés", constitué à l'initiative d'élus de Toulon. Une des premières initiatives de ce comité est d'édifier, en 1970, dans le cimetière de Narbonne un monument à la présence française en Afrique du Nord.



Le monument à la présence française en Afrique du nord du cimetière de Narbonne, un des premiers à avoir été érigés. © Hélène Staes

Deux ans plus tard, le comité en édifie un autre au cimetière de Lagoubran, à l'ouest de Toulon, juste à côté du carré militaire. Le coup d'éclat du comité a lieu en 1980 lorsque, en pleine précampagne des élections présidentielles donnant lieu à une surenchère (on y reviendra) entre droite et gauche en direction de l'électorat pied-noir, la ville de Toulon édifie place d'Italie un impressionnant monument à l'Algérie française et à ses martyrs. De la discrétion des cimetières, on passe à l'ostentation du centre-ville. L'OAS n'est pas directement évoquée, mais le sculpteur chargé du bas-relief se voit confier, pour son inspiration, une photographie de Roger Degueldre. Las, une explosion pulvérise nocturnement son œuvre quelques jours avant son inauguration. Il semble que l'attentat ait été perpétré par de jeunes autonomes locaux en voulant davantage à l'armée – une stèle à la gloire de Bonaparte est plastiquée le même jour – qu'à la colonisation. Toujours est-il que le monument, hâtivement replâtré puis inauguré en grande pompe le 14 juin 1980 pour le cent cinquantième anniversaire du débarquement de l'armée française en Algérie, ne présente aucune référence explicite à l'OAS. Mais les grandes figures de l'organisation participent à la cérémonie : le général Jouhaud, Pierre Sergent et Joseph Ortiz (qui sera par la suite à l'initiative du mémorial de Notre-Dame d'Afrique), les colonels Antoine Argoud et Jean Gardes, ou encore le bachagha Boualem réfugié après 1962 en Camargue. [Cet aréopage est complété](#) par la fille de Bastien-Thiry.

récupération giscardienne

La liste des éminences officielles qui participent à cette inauguration mérite aussi commentaire. « *L'érection de ce monument à l'Algérie française reflète un climat politique local, mais aussi une évolution politique nationale, la droite giscardienne ayant cherché à intégrer l'ensemble des courants antigauillistes en son sein. Les personnalités présentes à la*

cérémonie sont représentatives de cet éventail puisque s'y trouvent les élus varois du Parti républicain (les députés François Léotard et Arthur Paecht, le maire de Toulon), Jacques Médecin, le maire de Nice, qui avait rejoint le PR et dont l'engagement Algérie française était notoire, tout comme celui de Jacques Dominati, le secrétaire d'État aux rapatriés dans le gouvernement Barre. La représentation du gouvernement à une telle cérémonie aurait été inconcevable sous le pouvoir gaulliste », souligne l'historien Jean-Marie Guillon, professeur émérite à l'université de Provence. L'érection du monument de Toulon apparaît rétrospectivement comme la première étape d'une réhabilitation de l'Algérie Française et de l'OAS par la droite. De l'hommage allusif de Toulon, on passe vingt ans après aux célébrations explicites des cimetières de Béziers ou Perpignan.

Que des hommages publics soient rendus à une organisation terroriste dérouté, heurté, scandalisé. « *Imagine-t-on le choc que produiraient des hommages publics aux organisateurs des attentats du 13-Novembre à Paris ? C'est pourtant de cela qu'il s'agit lorsque l'on rend hommage à l'OAS* », explique Jean-François Gavoury, fils du commissaire de police Roger Gavoury assassiné à Alger le 31 mai 1961, et premier de la longue liste des fonctionnaires exécutés en tant que tels par l'OAS. Jean-François Gavoury a mené, avec l'Association nationale pour la protection de la mémoire des victimes de l'OAS (Anpromevo) qu'il préside, de longues batailles juridiques contre ces hommages publics à l'organisation terroriste.

La plus longue fut conduite contre l'érection d'une stèle commémorant les quatre fusillés de l'OAS dans le cimetière de Marignane (Bouches-du-Rhône) en 2005 à l'initiative du maire (FN, puis divers droite) Daniel Simonpiéri. Avec l'association "Les amis de Max Marchand, de Mouloud Feraoun et de leurs compagnons" (six fonctionnaires de l'Éducation nationale assassinés par l'OAS à Alger le 15 mars 1962), il obtient en 2008 le retrait de la stèle. Mais en 2010, la nouvelle municipalité de Marignane vote la réinstallation de la stèle, en y modifiant les inscriptions. En lieu et place des dates d'exécution des fusillés de l'OAS, figurent à présent sur la stèle réinstallée le 11 mars 2012 quatre dates – 20 août 1955, 26 janvier 1960, 26 mars 1962 et 5 juillet 1962, marquées chacune par des morts de Français d'Algérie victimes du FLN ou de l'armée française – assorties de la mention « *Aux combattants tombés pour que vive l'Algérie française* ». « *Le contentieux juridique n'est pas épuisé* », précise Jean-François Gavoury, qui souligne qu'une procédure se poursuit devant la cour administrative d'appel de Marseille.

Ce « *demi-succès* », selon le terme de Gavoury, de la bataille menée contre la stèle érigée dans le cimetière de Marignane, n'a pas dissuadé l'association qu'il préside de poursuivre sa campagne contre tous les hommages publics à l'OAS. Gavoury se réjouit d'avoir obtenu, « *après intervention du ministère des Affaires étrangères au plus haut niveau* », l'interdiction d'une stèle en hommage aux quatre fusillés de l'OAS dans la petite commune espagnole de Polop (près d'Alicante, en Espagne), « *dont le maire avait été abusé par l'argumentaire fallacieux des anciens de l'OAS* », nombreux à s'être installés après 1962 dans l'Espagne franquiste.

Jean-François Gavoury a également introduit un recours devant le tribunal administratif contre la délibération de la nouvelle municipalité de Béziers, rebaptisant la rue du 19-Mars-1962 en rue du Commandant-Hélie-Denoix-de-Saint-Marc, du nom d'un officier ayant participé au putsch de 1961. « *Certes, Hélie Denoix de Saint-Marc n'a pas participé à l'OAS, puisqu'il a été emprisonné à la suite de la tentative de putsch. Mais un des arguments que je développe est que les assassins de mon père étaient d'anciens subordonnés de Hélie de Denoix Saint-Marc, qui commandait le premier régiment étranger parachutiste, devenus déserteurs à la suite de la dissolution de leur régiment du fait de sa participation au putsch. De plus, la volonté de la municipalité de Béziers d'honorer l'ancien officier putschiste est explicite, tant dans les discours de Robert Ménard lors de l'inauguration de la rue le 14 mars 2015 que dans le choix de nommer la rue "Commandant-Hélie-Denoix-de-Saint-Marc" et non, par exemple, "Hélie-Denoix-de-Saint-Marc, déporté et résistant", ce qui aurait aussi été possible* », explique Jean-François Gavoury.

Le président de l'Anpromveo relève que les municipalités enclines à rebaptiser des voiries de noms polémiques évitent le plus souvent de publier sur Internet leurs délibérations, de manière à circonvenir les recours en justice, qui doivent se tenir dans les deux mois suivant la délibération municipale. Dernier exemple en date : la commune de Saint-Leu-la-Forêt (Val-d'Oise), qui a discrètement baptisé une rue du nom d'Hélie-Denoix-de-Saint-Marc. Sans cependant échapper à la vigilance de l'Anpromveo, qui a introduit des recours devant la juridiction administrative.

D'autres collectifs militants tirent un bilan mitigé de leurs actions visant à empêcher les hommages publics à l'OAS. À Perpignan, Roger Hillel a été l'un des animateurs du Collectif pour une histoire franco-algérienne non falsifiée. « *Ce collectif s'est constitué en 2005 pour combattre le projet porté par le Cercle algérieniste et soutenu par la mairie de Perpignan, d'édifier un mur des disparus. C'est alors que nous nous avons découvert, avec une certaine stupéfaction, qu'une stèle à la mémoire de l'OAS avait été inaugurée deux ans plus tôt dans le cimetière de la ville. Mais il était trop tard pour la contester juridiquement* », raconte-t-il. « *Notre collectif n'était pas hostile à l'idée de rendre hommage aux Français disparus durant la guerre d'Algérie, mais à condition de rendre hommage à tous les disparus. Or, à aucun moment, le Cercle algérieniste n'a par exemple envisagé qu'y soit inscrit le nom de Maurice Audin, ce militant anticolonialiste enlevé par les parachutistes français et dont le corps n'a jamais été retrouvé* », explique Roger Hillel.

Dans un récent livre décrivant dix années d'action du collectif (*La Triade nostalgérique. Stèle, mur, musée de Perpignan*, Alter égo éditions, 2015), il raconte en détail les innombrables aberrations de cette liste de 2 670 noms inscrits sur une plaque de bronze... parmi lesquels, des personnes toujours vivantes ! « *Cela montre bien le mépris total du Cercle algérieniste, qui ne cherche qu'à entretenir sa propre mémoire, pour les travaux des historiens* », souligne Roger Hillel.

À Toulon, en revanche, la mobilisation associative a permis de mettre fin au "carrefour Général-Raoul-Salan" qu'avait inauguré le maire Jean-Marie Le Chevallier (élu sous

l'étiquette FN avant de quitter le parti en 1999) en juin 2001. « *Nous avons proposé de le rebaptiser "colonel Salan, libérateur de Toulon" – puisque Salan commandait le régiment qui libéra la ville en août 1944 – ce que la nouvelle équipe municipale menée par Hubert Falco, désireuse de marquer sa rupture avec la période FN, a vite accepté* », explique François Nadiras, militant toulonnais de la Ligue des droits de l'homme, qui anime [un site très riche](#) sur les batailles mémorielles auxquelles donnent lieu la guerre d'Algérie et le colonialisme.



La modeste plaque du « carrefour colonel Salan » à Toulon. © Hélène Staes

« *J'ai eu la surprise de constater un jour que la plaque avait été recouverte d'une sorte de fac-similé, bien imité, lui redonnant le nom de général Salan. Les services municipaux l'ont vite enlevée*, raconte François Nadiras, *mais l'anecdote montre que les nostalgiques ne désarment pas.* »

II] les ambivalences du combat des pieds-noirs

30 déc. 2015 - par [Nicolas Chevassus-au-Louis](#)

[\[https://www.mediapart.fr/journal/culture-idees/301215/les-ambivalences-du-combat-des-pieds-noirs\]](https://www.mediapart.fr/journal/culture-idees/301215/les-ambivalences-du-combat-des-pieds-noirs)

Après avoir répertorié dans le premier volet de la série “Algérie française : les retours du refoulé” les signes d'une insidieuse réhabilitation de l'OAS, ce second volet s'attache à l'identité pied-noir : un double sentiment d'abandon par de Gaulle puis par la France, que les bataillons d'Afrique ont libérée en 1945. Même si l'on n'est parfois pas loin du mythe.

« *À lire une certaine presse, il semblerait vraiment que l'Algérie soit peuplée d'un million de colons à cravache et à cigare, montés sur Cadillac* », écrivait Albert Camus dans *L'Express* le 21 octobre 1955. Les sept années de guerre qui ont suivi n'ont fait que renforcer l'incompréhension mutuelle entre les Français d'Algérie et leurs compatriotes de métropole. Les hommages publics à l'OAS sur le littoral méditerranéen montrent qu'elle a persisté jusqu'à